

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 596 / Janvier 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2019

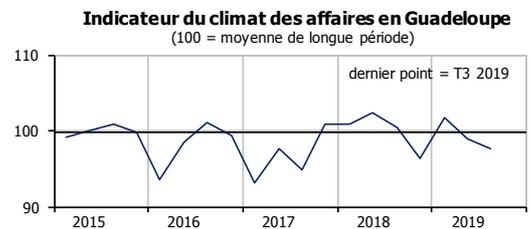
La conjoncture économique en Guadeloupe

Les anticipations des chefs d'entreprise pèsent sur le climat des affaires

Au troisième trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires baisse de 1,2 point par rapport au deuxième trimestre. Il s'établit à 97,7 points, en dessous de sa moyenne de longue période. Dans le détail, ce sont les anticipations des professionnels interrogés par l'IEDOM qui pèsent sur l'indicateur alors que l'activité résiste au troisième trimestre. En particulier, ils prévoient une dégradation de leur trésorerie et des délais de paiement au quatrième trimestre.

La consommation des ménages ralentit au troisième trimestre 2019 malgré une légère baisse des prix (-0,3 %). Sur le marché de l'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) recule à fin septembre (-1,2 % sur trois mois, CVS). En parallèle, l'investissement privé poursuit sa progression. Du côté du commerce extérieur, les exportations augmentent (+1,0 %, CVS) et les importations diminuent (-0,6 %, CVS).

À l'échelle sectorielle, la progression de l'activité est hétérogène. Les secteurs des industries agroalimentaires (IAA), du BTP et des autres services marchands s'inscrivent dans une dynamique positive. Dans le secteur des autres industries, l'activité se stabilise, tandis qu'elle est mitigée dans le secteur du tourisme. Le secteur primaire et celui du commerce enregistrent des résultats moins favorables.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Une croissance atone dans la Caraïbe

L'activité des économies d'**Amérique latine et de la Caraïbe**¹ connaît un ralentissement depuis 5 ans selon la CEPALC qui a par ailleurs revu ses prévisions à la baisse et estime le taux de croissance de la zone à 0,5 % en moyenne pour l'année 2019. La Caraïbe devrait connaître une croissance de 2,1 %. Les principales économies de la Caraïbe contribueraient positivement à la croissance de la zone.

Le FMI prévoit désormais 5,0 % de croissance pour 2019 en **République Dominicaine**, contre 5,1 % en 2018. La République Dominicaine est l'économie la plus importante de la Caraïbe avec celle de **Porto Rico**. Après le passage de l'ouragan Maria en 2017, l'économie **portoricaine** chute, le PIB baisse de 4,9 % en 2018 et devrait reculer de 1,1 % sur l'année 2019. L'économie **cubaine** est toujours affectée par l'embargo imposé par les États-Unis. Malgré son isolement, **l'île** a connu une croissance de 1,2 % en 2018. En 2019, cette dernière devrait être réévaluée à 1,5 % malgré des mesures d'austérité continues qui pèsent sur les recettes d'exportation. Pour autant, le tourisme, la construction et l'agriculture ont contribué positivement à l'évolution économique.

Dans la **Caraïbe anglophone et néerlandophone**, le taux de croissance est également estimé à 1,5 % en 2019. Les prévisions de 2020 (+5,7 %) sont tirées à la hausse par le Guyana, où va démarrer la production de pétrole. **Trinité-et-Tobago** a connu une croissance de 0,3 % en 2018 les chiffres : prévisionnels pour 2019 et 2020 sont respectivement de 0,9 % et 1,6 %. Cette faible performance provient de l'effondrement des prix de l'énergie, qui a entraîné des pertes d'emplois et des effets négatifs sur les recettes fiscales. Le PIB de la **Jamaïque** a quant à lui augmenté de 1,2 % en 2018, il devrait progresser de 1,5 % en 2019 et de 1,7 % en 2020. Ces résultats découlent d'une demande étrangère accrue de biens et de services jamaïcains, notamment dans les industries extractives, le tourisme et la restauration.

En 2019, **Haïti**, subit une dépréciation monétaire rapide (près de -30 %), des taux d'inflation élevés (près de +20 %) et également un ralentissement de la croissance du PIB (estimé à +0,5 %). Le déficit budgétaire, comparé à l'année précédente, a pour sa part diminué, il est estimé à 2,9 %.

¹/Les études de la CEPALC sur la Caraïbe portent sur les pays suivants : Antigua-et-Barbude, Aruba, Les Bahamas, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Trinité-et-Tobago.

Sources : CEPALC (Economy Survey of Latin America and the Caribbean, juillet et décembre 2019), Service économique régional pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes. FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Le niveau des prix recule sur trois mois

Au troisième trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages diminue de 0,3 % sur trois mois.

Cette évolution s'explique par des prix de l'énergie moins élevés (-4,1 %), tirés à la baisse par les prix des produits pétroliers (-6,3 %). Les prix des produits manufacturés restent stables au troisième trimestre 2019. À l'inverse, les prix de l'alimentation sont en hausse (+0,9 %) par rapport au trimestre précédent.

Sur un an, l'IPC progresse de 0,8 %. Cette hausse s'observe sur l'ensemble des prix à l'exception des produits manufacturés qui sont stables.

Le marché de l'emploi poursuit son amélioration

Fin septembre 2019, 53 090 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS) sont recensés par Pôle emploi, soit une baisse de 1,2 % (CVS) sur le trimestre. En parallèle, le nombre d'offres d'emploi collectées en moyenne et les effectifs salariés du privé progressent (respectivement +20,3 % et +0,8 %, CVS).

Sur un an, le nombre de DEFM A diminue de 5,0 %, tandis que les offres d'emplois collectées en moyenne et les effectifs salariés du secteur privé augmentent (respectivement +23,9 % et +3,5 %, CVS).

La consommation des ménages ralentit

Au troisième trimestre 2019, les importations de biens de consommation des ménages ralentissent (+1,0 % après +3,0 % au deuxième trimestre, CVS). Les importations de biens de consommation non durables progressent modérément (+0,4 % après +4,5 %, CVS). Plus précisément, les importations de produits agroalimentaires enregistrent un léger fléchissement (-0,2 % après +4,7 %, CVS), tandis que les autres biens de consommation non durables s'orientent à la hausse (+1,0 %). En parallèle, les importations de biens de consommation durables augmentent (+4,9 %, après -4,7 %, CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs est en forte augmentation (+20,5 %, CVS). Cette évolution fait suite à un nombre d'immatriculations particulièrement faible au premier semestre 2019. Les consommateurs avaient anticipé leurs achats de véhicules au troisième trimestre 2018 en raison de l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme européenne d'homologation des véhicules neufs plus contraignante. Globalement sur l'année, le nombre d'immatriculations diminue de 6,6 %, ce qui est corroboré par l'encours des crédits à la consommation qui s'oriente à la baisse pour la première fois depuis 2016 (-1,1 % après +2,6 % au deuxième trimestre).

En glissement annuel, les importations de biens de consommation non durables s'inscrivent en hausse (+7,4 %, CVS), tandis que les importations de biens de consommation durables reculent (-7,1 %, CVS). Par ailleurs, les professionnels du secteur du commerce interrogés par l'IEDOM font état d'une dégradation de leur activité au troisième trimestre.

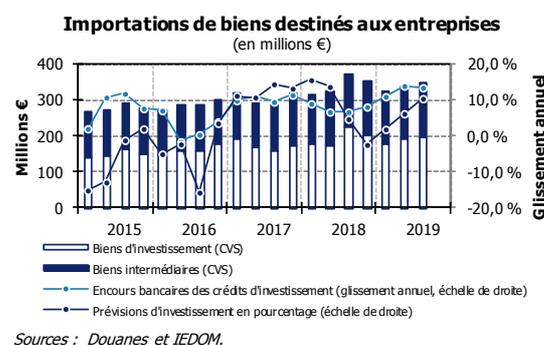
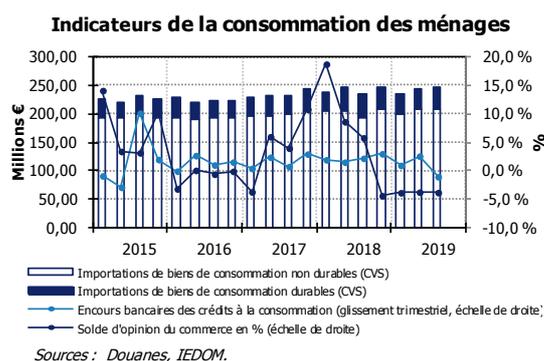
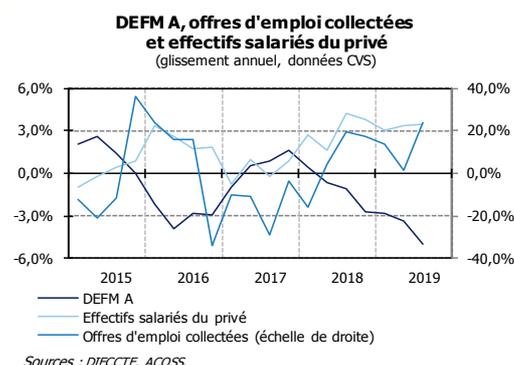
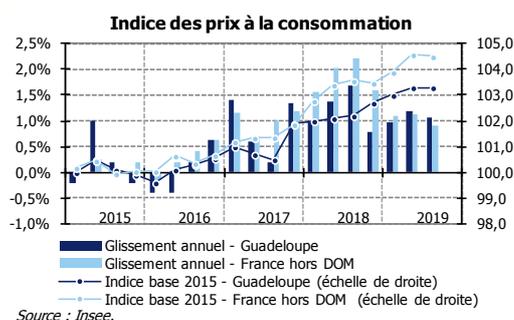
L'investissement privé poursuit sa progression

D'après l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM, l'investissement privé devrait augmenter sur les douze prochains mois.

Au troisième trimestre 2019, les importations de biens intermédiaires et de biens d'investissement augmentent (respectivement +2,8 % après -0,2 % et +2,2 % après +8,1 %, CVS).

Les crédits d'investissement de l'ensemble des agents économiques progressent au troisième trimestre (+0,5 % après +0,9 %) de même que les crédits immobiliers (+1,1 % après +0,8 %).

En glissement annuel, les importations de biens intermédiaires s'orientent à la hausse (+3,3 %, CVS). Les importations de biens d'investissement, quant à elles, diminuent (-13,0 %, CVS). Sur un an, l'encours des crédits d'investissement augmente de 13,6 %. L'encours des crédits immobiliers croît mais dans des proportions moindres (+0,7 % après +1,0 % au deuxième trimestre).



Les exportations augmentent et les importations diminuent

Au troisième trimestre 2019, les exportations enregistrent une augmentation de 1,0 % (CVS), portées par les exportations de biens d'investissement (+18,5 %, CVS). Les exportations du secteur des IAA et du secteur primaire progressent (respectivement +12,3 % et +4,8 %, CVS).

En parallèle, les importations s'orientent à la baisse (-0,6 %, CVS). Dans le détail, ce sont les importations d'énergie qui diminuent (-11,5 %, CVS). Hors énergie, les importations progressent de 1,4 % (CVS). En particulier, les importations de biens de consommation, durables et non durables, augmentent (respectivement +4,9 % et +0,4 %, CVS). Les importations de biens intermédiaires et de biens d'investissement croissent respectivement de 2,8 % et de 2,2 % (CVS).

En glissement annuel, les exportations augmentent de 20,7 % (CVS) et les importations diminuent de 2,1 % (CVS).

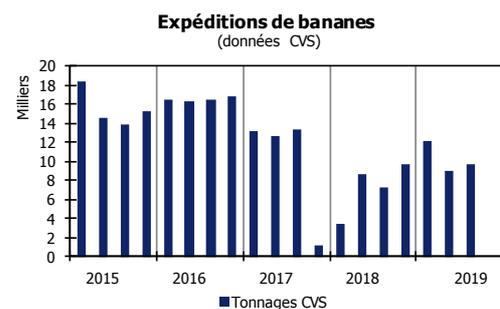
Une activité sectorielle hétérogène

Malgré un climat des affaires dégradé, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font état d'une activité bien orientée au troisième trimestre 2019. En particulier les secteurs des IAA, du BTP et des autres services marchands enregistrent de bons résultats. Pour le secteur des autres industries, l'activité est stable, tandis que le secteur primaire et le commerce peinent à décoller. L'activité touristique est quant à elle mitigée.

En matière de financement, les encours des crédits accordés au secteur primaire et au secteur touristique progressent (respectivement +6,7 % et +3,8 % sur trois mois). L'encours des crédits du secteur du commerce est stable, tandis qu'il diminue dans les secteurs du BTP, des industries et des autres services marchands (respectivement -2,9 %, -2,8 % et -0,8 %).

Le secteur **primaire** n'a pas encore retrouvé le niveau d'activité d'avant Irma. Les exportations de bananes augmentent de 8,0 % (CVS). Par ailleurs, le volume de porcins abattus diminue (-5,0 % sur trois mois, CVS) ainsi que les abattages de bovins (-1,2 %, CVS).

Les exportations du secteur des **IAA** augmentent (+12,3 %, CVS), tandis que les importations de produits agroalimentaires sont stables. Les exportations de l'industrie sucrière sont bien orientées (+37,3 %, CVS). Toutefois, les exportations de rhum reculent (-24,0 % pour le rhum agricole et -0,6 % pour le rhum industriel, CVS). Globalement, les professionnels du secteur des IAA jugent de manière positive le troisième trimestre, mais s'attendent tout de même à une stabilisation de l'activité au trimestre suivant.



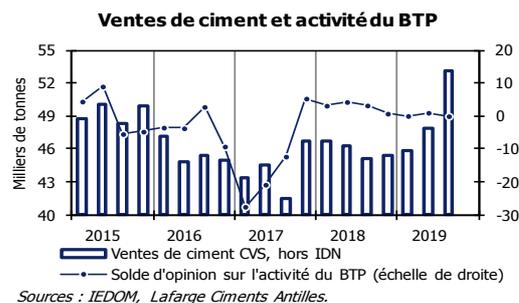
Sources : CIRAD, CVS IEDOM.

L'activité des **autres industries** est stable au troisième trimestre. Les professionnels du secteur anticipent une amélioration au quatrième trimestre.

Dans le secteur du **BTP**, les ventes de ciment sont en hausse au troisième trimestre (+11,0 %, CVS). Les ventes de ciment en vrac, destinées aux grands chantiers, augmentent de 16,7 % (CVS). La hausse est plus modérée dans le cas des ventes en sac, destinées principalement aux particuliers (+1,4 %, CVS). Les effectifs salariés du secteur augmentent également (+3,1 %, CVS).

Sur le marché immobilier, le nombre de permis de construire progresse sensiblement (+41,7 %). Début 2019, certaines communes n'avaient pas encore adopté de plan local d'urbanisme et délivraient les permis de construire selon le règlement national d'urbanisme. Ce dernier, plus contraignant, avait conduit à la baisse du nombre de permis délivrés. Désormais, plusieurs communes ont adopté leur plan local d'urbanisme avec pour conséquence une hausse du nombre de permis de construire accordés.

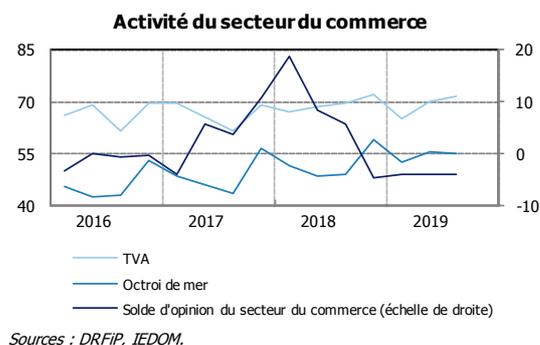
D'autre part, les chantiers d'envergure tels que le CHU, la construction de la nouvelle prison ou encore l'agrandissement de l'aéroport se poursuivent et contribuent aux résultats positifs du secteur. Les professionnels interrogés par l'IEDOM jugent le niveau d'activité stable au troisième trimestre. Cependant, ils sont optimistes quant au quatrième trimestre.



Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.

D'après l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité du secteur du **commerce** se dégrade au troisième trimestre. L'octroi de mer décroît (-1,3 %). Dans le commerce automobile, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs des particuliers s'inscrit en nette hausse (+20,5 %, CVS). En effet, la première partie de l'année a été marquée par des ventes moins importantes. Une partie des achats de véhicules avait été anticipée au troisième trimestre 2018. Cette stratégie permettait ainsi de précéder la mise en application d'une nouvelle norme européenne d'homologation des véhicules neufs plus contraignante.

Les chefs d'entreprise interrogés restent pessimistes concernant l'activité du quatrième trimestre.



Selon les professionnels du secteur du **tourisme**, l'activité s'améliore. Dans l'hôtellerie traditionnelle, le nombre de nuitées augmente de 1,1 % (CVS). Cependant, la fréquentation touristique de l'île marque le pas : le nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport diminue (-2,4 %, CVS). L'activité du secteur devrait se stabiliser au quatrième trimestre 2019.

D'après l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité des **autres services marchands** est bien orientée au troisième trimestre. Cette dynamique devrait perdurer au quatrième trimestre.

LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2019, soit son plus bas niveau depuis 2008-09. Ce rythme a été revu à la baisse de 0,2 point par rapport aux perspectives de juillet, en lien avec la montée des tensions commerciales et géopolitiques qui se répercutent sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Les politiques monétaires, rendues plus accommodantes aux États-Unis et dans de nombreux pays avancés et émergents, ont permis d'amortir l'impact de ces tensions sur les marchés financiers. Pour 2020, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,4 %, soit une révision à la baisse de 0,1 point par rapport à juillet.

Aux États-Unis, la hausse du PIB est de 0,5 % au troisième trimestre 2019 (en variation trimestrielle), soit la même progression qu'au trimestre précédent. La consommation privée, stimulée par les mesures de relance du gouvernement, demeure le principal moteur de la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2019, le FMI anticipe une croissance de 2,4 % qui ralentirait à 2,1 % pour l'année 2020.

Dans la zone euro, le PIB a continué de progresser de 0,2 % entre juillet et septembre, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,8 % à fin septembre, soit un net ralentissement par rapport à fin juin (+1,3 %). Le taux de chômage se maintient quant à lui à 7,5 % dans la zone, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % en 2019 et à 1,4 % en 2020. Pour rappel, elle avait atteint 1,9 % en 2018.

Au troisième trimestre, le PIB de la France a enregistré une croissance identique aux deux trimestres précédents : +0,3 %. La consommation des ménages accélère légèrement sur la période tandis que l'investissement ralentit. Pour les années 2019 et 2020, la Banque de France anticipe une hausse du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre (+0,1 % après +0,4 %). Les tensions commerciales mondiales sont à l'origine du fléchissement des exportations japonaises. La consommation privée est également orientée à la baisse tandis que l'investissement reste robuste. Le FMI anticipe une croissance de 0,9 % en 2019 puis de 0,5 % en 2020.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait ralentir en 2019 (+3,9 % après +4,5 % en 2018) avant de rebondir en 2020 (+4,6 %) grâce au retour d'une croissance plus dynamique en Inde, au Brésil et en Russie et à une récession moins marquée dans plusieurs pays émergents en difficulté (Turquie, Argentine et Iran). En Chine, la croissance a été revue à la baisse (+6,1 % en 2019 et +5,8 % en 2020) suite aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure lié aux mesures prises pour maîtriser la dette.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 novembre 2019.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : R. ELEORE – T. COMBET
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : janvier 2020 – Dépôt légal : janvier2020 – ISSN 2679-0823